

sion canadienne du blé une partie de son pouvoir et de son autorité.

En 1974, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé a soustrait à la compétence de la Commission canadienne du blé la commercialisation des provendes destinées au marché intérieur. Tout récemment, le chef de l'opposition (M. Clark) a lui-même dit, lors d'une réunion tenue au Manitoba, qu'un organisme quelconque devrait peut-être concurrencer la Commission canadienne du blé pour ce qui est de la vente des grains, ce qui m'a fortement indigné du fait que cela venait d'un représentant de l'Ouest.

J'ai sous les yeux un exemplaire de l'article que Fred Harrison, journaliste très sérieux, a publié le 19 octobre dans le *Leader-Post* de Regina. Il rapporte les propos que le chef de l'opposition a tenus au Manitoba. Il écrit, et je cite:

La réunion avait lieu à Morden, à proximité d'Elm Creek, emplacement de l'élevateur à grain à fort rendement que la société Cargill Grain Co. Ltd. vient d'ériger et qui prête beaucoup à controverse. De nombreux agriculteurs sont à ce point émerveillés de l'efficacité de cette société qu'ils estiment que la concurrence est nécessaire non seulement pour ce qui est de l'entreposage des grains, mais aussi pour ce qui est de la vente.

● (2012)

M. Murta ...

C'est le député de Lisgar.

... accompagnait M. Clark au cours de son voyage.

L'article dit encore:

Le *Valley Leader*, un hebdomadaire publié à Carman, rapportait le 24 août que M. Clark avait déclaré qu'un gouvernement progressiste-conservateur aiderait «la Commission canadienne du blé à donner de l'expansion à ses activités commerciales, mais (donnerait) la permission aux organismes privés de concurrencer la Commission dans la vente des grains».

Voilà le chef de l'Opposition déclarant au Manitoba que si un gouvernement progressiste-conservateur était élu, il permettrait aux organismes privés de concurrencer la Commission canadienne du blé dans la vente des grains. Même le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) fait une moue de dégoût parce que le chef de son propre parti déclare que la société Cargill Grain aurait la permission de vendre du blé et de concurrencer ainsi la Commission canadienne du blé.

M. Hnatyshyn: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement ...

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre! Le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) invoque le Règlement.

M. Hnatyshyn: Monsieur l'Orateur, je suis ordinairement très calme lorsque je suis à la Chambre et je n'aime pas intervenir en invoquant le Règlement à tout moment, mais le député de Yorkton-Melville a dit que je faisais une moue de dégoût. Je voudrais qu'on inscrive au compte rendu que lorsque je faisais une moue, je ne pensais pas aux arguments spécieux qu'il débitait, mais à lui.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre! Je tiens à faire remarquer au député de Saskatoon-Biggar que cela n'a rien à voir avec le Règlement, mais ne constitue qu'un motif d'affrontement verbal.

M. Nystrom: Je suppose que la vérité blesse, monsieur l'Orateur. Il semble que le député de Saskatoon-Biggar ne croit pas le *Star-Phoenix* de Saskatoon ou le *Valley Leader* du Manitoba. Peut-être devrais-je citer un autre hebdomadaire manitobain, le *Pembina Times*, dont le siège social est à Morden. Selon ce journal, le chef de l'opposition est de l'avis suivant:

Impôt sur le revenu

... les conservateurs préconisent d'accroître les activités de vente de la Commission en permettant aux sociétés céréalières canadiennes de concurrencer sur les marchés internationaux afin d'augmenter nos ventes de grain.

Ce n'est pas moi qui dis ces choses, monsieur l'Orateur; je ne fais que lire les journaux des Prairies, comme tous les bons députés de l'Ouest devraient le faire. Et lorsque je vois que l'on y cite le chef de l'opposition, je suis enclin à les croire, surtout si la citation revient dans deux ou trois journaux différents. Je sais que le député de Grenville-Carleton (M. Baker) et d'autres députés pensent comme moi. Toutefois, les journalistes ont interviewé d'autres députés, outre le chef de l'Opposition. Par exemple:

Frank Hamilton, député conservateur de Swift Current-Maple Creek et critique des activités de la Commission canadienne du blé pour le parti conservateur, a été quelque peu surpris par la déclaration de M. Clark.

Autre citation:

Alvin Hamilton, député de Qu'Appelle-Moose Mountain et ancien ministre de l'agriculture, a également été surpris.

Le chef de l'opposition est un personnage important. Il n'est que juste que les cultivateurs et les citoyens de l'Ouest sachent quelle est sa position en ce qui concerne la Commission canadienne du blé, puisque cet organisme joue un rôle important au niveau du développement de l'Ouest et de la sécurité financière des agriculteurs. Je vois encore une fois le député de Saskatoon-Biggar hocher la tête en signe d'approbation, car il pense comme moi qu'il est important que les citoyens de l'Ouest sachent quelle est la position du chef de l'opposition. Il n'est pas du tout en faveur de la Commission canadienne du blé. Je crois qu'il est très important que les gens le sachent.

Nous discutons aujourd'hui d'un bill sur l'impôt et de l'économie. Pour avoir une économie solide, il est essentiel d'avoir une agriculture solide. Pour cela, il faut que la Commission du blé soit forte et que la commercialisation se fasse de façon ordonnée, ce qui veut dire qu'il faut soutenir la Commission du blé le plus possible. Ce sont là deux principes que notre parti a adoptés.

Nous pourrions dire bien d'autres choses pendant un débat comme celui-ci, mais nous tenons avant tout à souligner que nous croyons que le Canada doit avoir une économie planifiée. Nous voulons affecter nos ressources de façon planifiée pour qu'elles profitent au peuple canadien et non pas nécessairement pour faire faire des bénéfices aux grosses sociétés. Nous devons traiter nous-mêmes une plus grande partie de nos matières premières. Nous importons plus de produits manufacturés par tête d'habitant que tout autre pays industrialisé et c'est l'une des raisons pour lesquelles il y a tant de chômage au Canada. Si nous commençons à traiter nos marchandises et nos matières premières, à fabriquer nos réfrigérateurs, nos cuisinières, nos congélateurs, et ainsi de suite, nous pourrions créer beaucoup plus d'emplois au Canada. C'est une mesure que le gouvernement pourrait prendre tout en révisant le régime fiscal pour que tous les Canadiens soient traités équitablement.

Si le gouvernement ne prend pas de mesures en ce sens, nous continuerons à avoir beaucoup de chômage, beaucoup d'inflation et de grandes disparités régionales. Cependant, au lieu de faire ce que je propose, le gouvernement parle d'adopter l'attitude contraire.

Aujourd'hui, à la Chambre, un député libéral de l'arrière-ban du nord de l'Ontario a exhorté le gouvernement à conserver le ministère de l'Expansion économique régionale. Selon